

SOMMAIRE

Pas de (t)rêve olympique pour le dialogue social.....	1
Inexorable poursuite du démantèlement du réseau des boutiques	1
Toujours mobilisés pour votre pouvoir d'achat !.....	2

Dans un contexte de dialogue social difficile et de démantèlement des boutiques, la CFE-CGC Orange reste mobilisée. Face aux défis des Jeux Olympiques 2024, nous nous battons pour le pouvoir d'achat et des conditions de travail justes. Découvrez les actions de votre syndicat dans ce compte rendu.

Pas de (t)rêve olympique pour le dialogue social

Mais où est passé le bon sens à Orange ?

Force est de constater avec la présentation du rapport Perspectives Emploi et Compétences (bilan 2023) que la boussole du client n'est même plus respectée : le regard de nos dirigeants est porté au mauvais endroit, c'est-à-dire exclusivement sur le pilotage de la masse salariale. A ce jeu dangereux, nous pourrions avoir une médaille d'or : plus d'un salarié sur 10 est effectivement inscrit dans les effectifs mais pas présent sur son poste de travail. C'est l'effet mécanique du TPS. Mais, face à une relation avec les opérateurs tiers toujours plus complexe, liée à la disparition du socle historique des télécoms, Orange s'affaiblit un peu plus chaque jour. Une certitude cependant : vider la maison mère historique de ses salariés, de son expertise, de sa force n'est pas LA solution. En externalisant et en réduisant sans cesse nos effectifs internes, notre entreprise se vide de sa substance et se remplit de « grands chefs ». Peut-être qu'un jour, l'éveil des consciences aura enfin lieu : pour certains de nos managers, ne plus avoir d'équipe conduit

incontestablement à solder sa propre activité ! Avec la filialisation au doigt mouillé des boutiques, ce futur s'écrit déjà au présent. Sans réelle raison, notre fleuron commercial se trouve amputé un peu plus tous les mois.

Ainsi les séances de CSE se suivent et se ressemblent ; inaptitudes et reclassements, démantèlement et disparition de notre réseau de distribution physique...on prend les mêmes et on recommence.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris auront lieu du 26 juillet au 8 septembre 2024. Orange, opérateur télécom pour l'événement, mobilisera ses équipes et 700 volontaires en Île-de-France, ce qui entraînera une surcharge de travail. Un accord RH a été négocié mais non signé majoritairement. Le DRH a imposé une décision unilatérale moins favorable. **La CFE-CGC Orange a demandé un référendum validant les conditions initiales négociées, auquel vous avez dit OUI pour l'attribution de primes.** L'accord RH pour les JOP2024 est donc en vigueur. Merci à tous pour votre mobilisation !

Inexorable poursuite du démantèlement du réseau des boutiques

Les mois, les années se suivent et se ressemblent lors de chaque annonce de la faucheuse plus communément appelée « Ankou » en breton.

Les élus sont épuisés de devoir faire bouclier face au glaive de la Direction qui, tel un rouleau compresseur, aggrave les risques psycho-sociaux. Pire, elle a même atteint le moral des élus et des mandatés. En avez-vous

conscience ou bien faut-il que les mandatés n'émettent eux-mêmes un droit d'alerte pour être entendus ?

Le CSE sur le bilan hygiène, sécurité et conditions de travail de 2023 est préoccupant, alarmant mais avant tout édifiant. Une Entreprise qui prône rigoureusement une politique RSE décide d'écouter des « chasseurs de coûts » en envoyant le personnel des boutiques vers d'autres boutiques, d'autres unités à 30 minutes, 1 heure ou plus

de chez eux. Est-ce que Orange pratique également le double langage en faisant prendre des risques routiers supplémentaires à son personnel ?

Nous vous réitérons de ne pas mettre en difficulté émotionnelle des salariés qui vivent leur deuxième, voire leur troisième fermeture de boutique. Arrêtez de les prendre pour des pions faciles à déplacer mais plutôt pour des collaborateurs fiers de leur appartenance à l'Entreprise Orange.

Nous n'avons pas été écoutés lorsque nous vous demandions de différer le plan de fermeture de boutiques à la rentrée. Report indispensable afin d'éviter que les collègues impactés ne soient dans un climat anxiogène avant d'entrer dans cette période de congés d'été. Encore une fois, se cacher derrière le fameux « National », n'est pas valeureux.

De nouveau, les mandatés CSSCT vont devoir se charger de faire le « psychologue » de ce projet. Nous appréhendons la réaction de nos collègues des boutiques

lors des futurs entretiens dans le cadre du mandatement de la commission. Selon ce qui ressortira de ces entretiens, nous n'excluons aucun recours ou action significative. Nous n'hésiterons pas à brandir des actions légales.

Nous vous avons exhortés à prendre des mesures concrètes que nous attendons toujours, comme si le réseau de distribution se jouait à la roulette russe. Ni les salariés, ni les élus ne comprennent cette stratégie.

A contrario de la Ligue 1, et sa Ligue des Talents, c'est bel et bien à une fuite des talents à laquelle nous assistons au sein des Agences Distribution de la DO GO !



Toujours mobilisés pour votre pouvoir d'achat !

Lors du CSEE d'avril dernier, les élus CFE-CGC ont voté CONTRE la résolution N°8 concernant les vacances adultes. Cette position argumentée par le fait que nous nous opposons comme chacun le sait à une gestion dépendant du quotient familial de chaque salarié, est à notre plus grand regret celle qui va encore arbitrer le budget de chaque Ouvrant-droit. Dans le même temps, nous avons également proposé un programme ASC divergent dans cette instance qui n'a malheureusement pas rassemblé une majorité suffisante pour sa mise en place au profit des salariés de la DOGO.

Cependant, la résolution de juin, soumise au vote des élus CSEE, suggère la modification d'une règle qui, assouplissant de manière pragmatique les modalités de remboursement sur facture de transport et de billetterie évitera des situations d'incompréhension et d'insatisfaction de la part des salariés.

Le bon sens a guidé notre choix, sans dogmatisme et avec pour seul intérêt celui des salariés, les élus CFE-CGC ont donc voté POUR cette résolution.

VOS REPRESENTANTS CFE-CGC ORANGE	Élus CSEE :	Élus CSEE :	Commissions CSEE :
	Eddy JEGOU Laurence LE BOTT Eric PICOT Vincent BODIGUEL Isabelle ROSSOLIN Nizar DJEMAA Anne-Sophie HAQUIN Bérengère CARPENTIER Mohamed MALEK Sophie CHAPLAIN	Laurent DELAVIGNE Emilie AUBIN Marial LAGEON Enora PENE Régis RADUREAU Naouel LIMAM Laurent KHELIFA Virginie BEJI RUEILLE Mélanie LEYRAL Enoal GUENNOC	Emploi Formation : Ronan Kerautret, Thomas Roger, Bruno Visine Commission Handicap : Virginie Beji Ruelle, Mathilde Mascle, Naouel Limam Commission ASC : Marial Lageon, Régis Radureau, Sophie Chaplain Commission Restauration : Isabelle Rossolin, Brice Imbert, Orion Grondin Commission des marchés : Isabelle Rossolin, Nizar Djemaa, Vincent Bodiguel Commission Projets Economie Evolution des marchés : Vincent Bodiguel, Emilie Aubin, Boualem Zerzur Egalité Professionnelle : Laurence Le Bott, Enora Pene, Marie Belaib Représentant syndical : Olivier Ombredane



CHOISISSEZ
CEUX
QUI
AGISSENT !

Retrouvez ce compte-rendu et
les publications de votre établissement :
<https://www.cfecgc-orange.org/do-go/>

